

Quand l'Histoire est instrumentalisée

NICOLAS HAYOZ, JENS HERLTH, SIEGFRIED WEICHLIN
professeurs à l'Université de Fribourg

L'ordre politique de l'Europe reposait sur la Charte de Paris de 1990. Cet ordre avait pour but de rendre les Etats européens structurellement similaires en termes de démocratie et d'Etat de droit et d'établir un système fiable de sécurité commune. Ce système était fondé sur des valeurs et règles partagées. Avec l'attaque du 24 février, c'est de l'histoire ancienne. Poutine veut établir un nouvel ordre pensée en termes d'influence, de pouvoir et d'espace – et non sur la démocratie et le droit. L'ordre politico-militaire de l'Europe après la fin de la Guerre froide, tel qu'il a été défini dans la Charte de Paris, est ainsi unilatéralement dénoncé.

Poutine instrumentalise l'histoire et construit des mythes historiques et des continuités de la Rus' de Kiev au Moyen Age et la conquête de la Crimée en 1783 jusqu'à nos jours pour définir ses zones d'influence. Pour l'historien, les leçons que Poutine donne à son peuple à la TV sont remplies de faits erronés, d'erreurs d'appréciation et d'omissions. L'histoire lui sert exclusivement à légitimer ses intérêts en matière de politique de puissance. Il n'a pas conscience qu'en Ukraine, au moins depuis le milieu du XIX^e siècle,

un processus de construction de la nation s'est déroulé – certes souvent perturbé et interrompu, mais cohérent et continu. La contribution sans doute décisive à la consolidation de l'identité nationale ukrainienne a été apportée par Poutine lui-même avec sa politique agressive d'annexion et d'intervention depuis 2014: aujourd'hui, même les russophones s'identifient majoritairement à leur Etat.

Le système Poutine ne survivra pas à son créateur

Les premiers jours de l'invasion montrent que Poutine avait mal évalué l'état de l'opinion en Ukraine. Ses soldats ne sont pas salués comme des libérateurs, mais méprisés et combattus comme des occupants. Déjà, avec les exigences formulées à la communauté internationale pendant les mois de déploiement des troupes à la frontière, il ne s'agissait pas de faire aboutir les négociations, mais de les faire échouer afin de créer un prétexte pour l'invasion. Ainsi Poutine, comme par le passé, a-t-il en fait créé la prétendue

menace contre les intérêts de sécurité russes qu'il invoque comme raison de son attaque. Ses objectifs déclarés – la soi-disant «dénazification» et la fin d'un prétendu «génocide» dans le Donbass – sont dénués de tout fondement factuel.

Cette invasion ne peut être comprise que dans le contexte des ambitions impériales de la Russie post-soviétique sur fond de «ressentiment» à l'égard de l'Occident lié à la perte du statut de grande puissance. Une grande partie des élites russes ne s'est jamais résignée à l'indépendance de l'Ukraine et considère le pays comme autorisé à imposer à ses voisins la «verticale du pouvoir» de l'empire.

Seule une coopération résolue entre Etats européens constitue une réponse adéquate. Ce n'est qu'ensemble qu'ils peuvent défendre la démocratie et leurs valeurs communes. Rester ferme face à la Russie signifie aussi faire la différence entre un régime criminel et une société prise en otage. Poutine n'est pas la Russie! Mais ce système ne survivra pas à son créateur. L'Europe et la Suisse doivent dès à présent réfléchir à la forme d'une future coopération avec la Russie et à une architecture de sécurité européenne. >>